

Le défi de l'acceptabilité : l'Europe face à la mise en œuvre des objectifs de la transition écologique

Pascal Charriau*, Morgan Crénès*

Le Pacte vert européen a fixé des objectifs ambitieux pour atteindre la neutralité climatique à 2050. Sa déclinaison en mesures nationales concrètes et leur acceptabilité par les citoyens européens sont de vrais défis pour les acteurs de la transition écologique, en premier lieu les politiques. Ces enjeux seront au centre des débats des prochaines élections européennes sur les volets énergie et climat.

Bref tour d'horizon des évolutions récentes et des initiatives que peut prendre, ou non, la Commission européenne pour traiter ces difficultés...

Le contexte inflationniste post Covid-19, la guerre en Ukraine et les troubles géopolitiques ont rappelé à l'Europe qu'elle doit non seulement mettre en œuvre une transition écologique ambitieuse mais également assurer la sécurité énergétique et un accès abordable à l'énergie pour tous, le fameux trilemme énergétique [World Energy Council, 2022]. Les actions de sobriété volontaires enclenchées en 2023 lorsque les prix du gaz et de l'électricité étaient au plus haut en Europe ainsi que l'accélération du déploiement des renouvelables, bon marché, au niveau mondial, montrent d'ailleurs que les trois objectifs du trilemme ne s'opposent pas toujours.

Les différentes mesures structurelles engagées pour maîtriser les prix des énergies ne vont pas porter leurs fruits à court terme et la hausse de la facture énergétique est une réalité pour les citoyens et entreprises européens. Or des prix élevés ou des augmentations de prix des énergies

ont été des éléments déclencheurs ou moteurs de mouvements sociaux comme les gilets jaunes en France ou plus récemment les agriculteurs en Europe. Ce n'est donc pas un hasard si les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre ciblant une hausse des prix fossiles au consommateur à travers des taxes carbone sont les plus mal perçues par les citoyens européens [Jacques Delors Centre, 2024].

La mobilité, et plus précisément le déplacement en voiture, est une thématique clé pour appréhender la difficulté à traduire des objectifs climatiques en mesures applicables et acceptées par les citoyens. Les politiques de taxation des carburants fossiles faisant l'objet d'un rejet, d'autres leviers peuvent être actionnés, notamment la réglementation. La mesure phare du secteur qui a pour objectif d'interdire la vente de véhicules thermiques à partir de 2035 a été définitivement validée en mars 2023 par le Conseil européen. À l'approche des élections européennes, le Parti populaire européen (PPE) menace de revenir sur cette réglementation, qui par ailleurs serait la mesure de protection du climat la moins populaire en Allemagne, France et Pologne [Jacques Delors Centre, 2024].

Qu'il s'agisse du prix du carburant ou du passage à la voiture électrique, les citoyens s'inquiètent des conséquences sur leur pouvoir d'achat. Une étude récente d'I4CE portait justement sur l'accessibilité de la transition pour les ménages en France [I4CE, 2023]. La conclusion est claire : les aides existantes ne suffisent pas à rendre ces investissements accessibles pour

* Enerdata.

Le défi de l'acceptabilité : l'Europe face à la mise en œuvre des objectifs de la transition écologique

les classes moyennes et les ménages modestes. Par ailleurs, d'autres freins sont à lever comme le développement des bornes de recharge ou l'accès aux transports en commun et aux infrastructures cyclables.

Quel rôle peut alors jouer l'Europe pour rendre acceptables les objectifs climatiques et les traduire en mesures efficaces?

En premier lieu, elle peut agir par la planification, la réindustrialisation et la maîtrise de la demande afin de garantir des prix des énergies accessibles. C'est l'objet notamment du plan REPowerEU. L'Europe pourrait aller encore plus loin, par exemple dans la maîtrise de la demande énergétique. La sobriété pourrait ainsi jouer un rôle déterminant en répondant en même temps aux trois défis du trilemme énergétique. Elle apparaît comme un levier essentiel pour réduire les coûts de la décarbonation, la dépendance européenne à des importations d'énergies fossiles ou de matériaux critiques, la vulnérabilité aux crises, tout en assurant une meilleure distribution de l'accès aux ressources et l'amélioration de la qualité de vie de tous les Européens. C'est l'objet du manifeste pour la sobriété en Europe [Enerdata, 2024] paru en mars 2024, cosigné par Enerdata et 81 organisations européennes issues de la société civile, du monde universitaire, ou représentant des collectivités territoriales, des entreprises et des opérateurs de services publics.

Deuxièmement, l'Europe doit s'assurer que les mesures de protection du climat qui ont un impact direct sur le budget des ménages soient systématiquement associées à des mécanismes de compensation suffisants, justes et équitables. Cela pourrait prendre la forme d'un ajustement des aides existantes pour minimiser voire supprimer le reste à charge des ménages, en particulier les plus modestes, lorsqu'un investissement pro-climat est réalisé (rénovation énergétique, voiture électrique, etc...). Le problème est alors reporté sur le financement de ces aides publiques mais l'acceptation de la mesure ou de l'investissement serait facilitée. Le reste à charge peut également faire l'objet d'aide aux ménages. L'étude d'I4CE mentionnée plus haut signale des voies à explorer

du côté des prêts aidés, pour améliorer la capacité d'emprunt des ménages, ainsi que des solutions de type *leasing* social.

Enfin, l'Europe peut accélérer le développement de la réglementation favorisant le financement de la transition pour les ménages. Qu'il s'agisse d'obligations de *reporting* avec la CSRD (*reporting* sur la durabilité des entreprises) ou de stabilité financière avec l'adoption du paquet bancaire fin 2023, les banques devront intégrer pleinement les « plans de transition » et donc les conséquences de la transition climatique dans le pilotage de leurs activités. L'Europe devra s'assurer que la mise en œuvre de ces réglementations se traduise en actions concrètes au service de la transition y compris pour les banques de détail. Il sera également essentiel de s'assurer que les ménages les plus modestes aient un accès juste aux produits bancaires, par exemple dans la rénovation énergétique. La directive sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD), adoptée par le Parlement européen en mars 2024, semble aller dans cette direction.

Pour que les objectifs européens de la transition écologique ne restent pas juste symboliques mais s'inscrivent dans le réel, l'Europe doit également jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de ces objectifs, ce qui passe nécessairement par une bonne acceptabilité des mesures par ses citoyens.

RÉFÉRENCES

Enerdata, 2024. Enerdata est co-signataire d'un manifeste pour la sobriété en Europe, <https://www.enerdata.fr/societe/actualites/manifeste-sobriete-europe.html>.

I4CE, 2023. La transition est-elle accessible à tous les ménages?, <https://www.i4ce.org/publication/transition-est-elle-accessible-a-tous-les-menages-climat/>.

Jacques Delors Centre, 2024. Debunking the Backlash – Uncovering European Voters' Climate Preferences, Policy Brief, <https://www.delorscentre.eu/en/publications/detail/publication/debunking-the-backlash-uncovering-european-voters-climate-preferences>.

World Energy Council, 2022. World Energy Trilemma Index 2022, <https://www.worldenergy.org/publications/entry/world-energy-trilemma-index-2022>.

BIOGRAPHIES

PASCAL CHARRIAU est le président d'Enerdata depuis 2013. Il avait auparavant exercé des postes de direction dans le monde industriel et développé une connaissance approfondie du secteur de l'énergie ainsi qu'une grande expérience internationale. Rejoindre Enerdata lui a permis de satisfaire sa passion pour les questions d'énergie et de développement durable et son esprit d'entreprise. Enerdata poursuit un développement soutenu et investit en permanence pour maintenir et accroître son expertise tout en s'adaptant aux évolutions des questions énergie-climat.

MORGAN CRÉNÈS a rejoint Enerdata en 2011, il est directeur des opérations depuis 2024. Précédemment, il coordonnait l'équipe Intelligence and New Offer, spécialisée dans le secteur des marchés de l'énergie. Il a été impliqué dans de nombreux projets de conseil et modélisation liés aux projections d'offre, de demande et de prix des énergies. Il travaille également sur les risques de transition et les trajectoires de décarbonation sectorielles. Avant cela, il a travaillé à Londres en tant qu'analyste chez EDF Energy.